

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 10/09/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE**

Moulin Neuf  
58170 Fléty

Références : 240430

Code AIOT : 0005400376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2024 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE implanté Moulin Neuf 58170 Fléty.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2024 de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- Moulin Neuf 58170 Fléty
- Code AIOT : 0005400376    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière de Fléty, dite de «Moulin Neuf», est une carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral depuis 1994. Elle produit des granulats routiers, du ballast SNCF et des sables à béton.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des constats des inspections 2022 et 2023
- Extraction
- Eau

- Poussière
- Bruit
- Risque incendie
- Règles d'exploitation générale

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Suivi de l'exploitation et remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/07/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 Mois
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 19.1	Demande d'action corrective	2 Mois
5	Normes et contrôle des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 24 et 25	Demande d'action corrective	2 Mois
10	Règles d'exploitation générale	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Clotures et barrières	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 13	
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 22.1	
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 27	
7	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 29.1 et 29.2	
8	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 32	
9	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 35	
11	ESP - liste	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La gestion globale du site est apparue satisfaisante.

Certains points soulevés lors de précédentes inspections n'ont toujours pas été soldés. En particulier, l'exploitant devra poursuivre ses efforts pour la mise en conformité des banquettes des anciens fronts d'extraction sur la partie sud-est de la carrière.


D'autres non-conformités mineures, auxquelles l'exploitant devra répondre, ont été soulevées.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Suivi de l'exploitation et remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre - /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit fournir un plan orienté du terriil sur fond cadastral sur lequel seront mentionnés : <ul style="list-style-type: none"><li>- le périmètre autorisé,</li><li>- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),</li><li>- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).</li></ul> Ce plan sera remis à jour tous les ans au 31 décembre. Cette mise à jour concernera : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks, ...),</li><li>- les surfaces défrichées à l'avancement,</li><li>- le positionnement des fronts,</li><li>- l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état, ...),</li><li>- l'emprise des zones remises en état.</li></ul> La surface de ces différentes zones sera consignée dans une annexe à ce plan.
<b>Constats :</b> <u>Constats de l'inspection du 17/08/22 :</u> Le plan d'exploitation présenté comportait l'ensemble des éléments exigés par la présente prescription. Toutefois, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir l'annexe avec les surfaces des différentes zones. <u>Constats de l'inspection du 22/07/24 :</u> Le plan d'exploitation a été mis à jour en avril 2024 et contient les éléments réglementaires fixés à la présente prescription, à l'exception de l'annexe à ce plan qui doit consigner la surface des zones remises en état. Ce point n'est donc toujours pas soldé. L'exploitant s'est toutefois engagé à fournir ladite annexe à l'Inspection à brève échéance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection l'annexe au plan mentionnant la surface des zones remises en état.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois


## N° 2 : Clotures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre - /
<b>Prescription contrôlée :</b> Le périmètre de la carrière doit être ceinturé par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
<b>Constats :</b> <u>Constats de l'inspection du 10/10/23 :</u> Il avait été observé l'absence de panneaux de danger et d'interdiction de pénétrer. <u>Constats de l'inspection du 22/07/24 :</u> Au cours de la présente visite, il est constaté que le périmètre de la carrière est partiellement clôturé ; une partie est dotée d'un merlon enfriché difficilement franchissable. En dehors des heures ouvrées, le portail d'accès est fermé par une barrière dotée d'un dispositif de fermeture à clé. Des pancartes de danger et d'interdiction d'accès ont été mises en place à intervalles réguliers sur le chemin d'accès ainsi qu'aux abords de la zone d'exploitation.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Autre - Epaisseur
<b>Prescription contrôlée :</b> Après décapage de la terre végétale et des stériles de découverte, sur une épaisseur moyenne d'environ 10 m, le gisement est exploité jusqu'à un niveau sensiblement voisin de la cote 200 NGF, sous forme d'un front de taille unique d'environ 110 m de hauteur au point le plus élevé, se déplaçant vers le nord. Les matériaux seront extraits en laissant en place des gradins d'une hauteur maximale unitaire de 15 m, séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 15 m.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que sur la partie est du site, le gisement ne peut être exploité qu'après décapage (terre végétale et stériles de découverte) sur une épaisseur d'environ 30 mètres. Le dernier plan d'exploitation de mars 2024 indique que le point le plus bas du carreau se situe à la cote 204,47 m NGF. L'exploitation est désormais réalisée en respectant la hauteur maximale de 15 m pour chaque front de taille (14 mètres au maximum). Cependant, les banquettes situées sur la partie sud-est ont une largeur de 8 mètres environ, ceci étant dû à l'exploitation précédente (les photographies des vues aériennes de la carrière datant de 2005 ont permis de confirmer l'existence de cette non-conformité).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit poursuivre la mise en conformité des anciens fronts d'extraction sur la partie sud-est du site de manière à se conformer à la présente prescription. Il devra transmettre à l'Inspection le plan d'actions envisagé.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

#### N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 22.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvements d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Toutes les installations de lavage des matériaux fonctionnent en circuit fermé et sont alimentées à partir des eaux pluviales récupérées en fond de carrière. D'une manière générale, l'exploitant recherche par tous les moyens possibles et notamment, à l'occasion des remplacements des matériels et de réfections des installations, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué par courrier du 4 mars 2024 adressé à l'Inspection que « <i>La canalisation de rejet des eaux d'exhaure était ancienne et s'est percée en divers points, ce qui a conduit à l'entrée de cailloux dans la canalisation et au blocage des compteurs en aval.</i> <i>La canalisation est en cours de remplacement. Son remplacement permettra de supprimer les risques de blocage des compteurs et de pérenniser le réseau d'exhaure. Fin des travaux prévue en mars 2024. Compteurs neufs en commande</i> » L'exploitant a présenté, au cours de l'inspection, la facture de décembre 2023 relative à la réparation de la canalisation de rejet des eaux d'exhaure défectueuse; elle est désormais fonctionnelle. Il déclare prélever: <ul style="list-style-type: none"><li>• dans les bassins de la carrière: le pompage des eaux d'exhaure en fond de fouille permet d'alimenter:<ul style="list-style-type: none"><li>- le bassin des installations secondaires et tertiaires (compteur n°1),</li><li>- le bassin de l'installation de chargement train + arrosage (compteur n°2),</li><li>- le compteur n°3 est placé au niveau du rejet du pompage du fond de fouille vers le milieu naturel,</li></ul></li><li>• sur le réseau d'eau potable: le réseau AEP alimente uniquement les locaux sociaux: bureaux et sanitaires.</li></ul> Il n'y a pas de prélèvement extérieur pour les besoins d'exploitation.  Un relevé mensuel de ces compteurs est réalisé : les relevés de juin 2024 des trois compteurs à ailettes et du prélèvement d'eau du réseau public a été présenté à l'Inspection. Les installations de lavage des matériaux fonctionnent en circuit fermé.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



## N° 5 : Normes et contrôle des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 24 et 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Normes</u></p> <p>Les effluents susceptibles d'être rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <p><b>pH</b> compris entre 5,5 et 8,5,</p> <p><b>Température</b> &lt; 30°C,</p> <p><b>Couleur</b> : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l,</p> <p>Absence d'odeur dégagée par l'effluent après 5 jours d'incubation à 20°C,</p> <p><b>MES</b> &lt; 35 mg/l,</p> <p><b>DCO</b> &lt; 125 mg/l,</p> <p><b>Hydrocarbures</b> &lt; 10 mg/l</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p><u>Contrôle des effluents :</u></p> <p>L'exploitant procède périodiquement, à ses frais, au contrôle des eaux rejetées dans le milieu naturel, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.</p> <p>La fréquence de ce contrôle est semestrielle. Celui-ci porte sur les paramètres physico-chimiques définis à l'article précédent et sur le débit.</p> <p>Les résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eau sont conservés à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>En cas d'anomalie constatée, l'information, accompagnée des résultats obtenus et commentaires appropriés nécessaires à en expliquer la raison, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont adressés sous 48 h à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les deux derniers rapports d'analyses des trois points de rejet d'eau et des deux déshuileurs de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• intervention du 20/11/2023 par la société SGS France :<ul style="list-style-type: none"><li>- points de rejet: les résultats n'appellent pas d'observations.</li><li>- déshuileurs : Les résultats mettent en évidence <b>un dépassement des HCT au niveau du déshuileur « n°2 » (19 mg/l). Par ailleurs, les résultats pour chacun d'eux ne font pas apparaître les paramètres couleur, MES et DCO.</b></li></ul></li><li>• intervention du 27/05/24 par la société Biobasic Environnement (rapport transmis à l'Inspection en date du 24/07/24) :<ul style="list-style-type: none"><li>- points de rejet: les résultats n'appellent pas d'observations.</li><li>- déshuileurs : Les résultats mettent en évidence <b>un dépassement des MES aux déshuileurs « atelier » (58 mg/l) et « parking » (140 mg/l).</b></li></ul></li></ul>


**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre les actions correctives qu'il prévoit de mettre en œuvre sur les déshuileurs de manière à se conformer aux valeurs limites des HCT et MES fixés à la présente prescription.


Il lui est également rappelé que les résultats des mesures doivent porter sur l'ensemble des paramètres physico-chimiques fixés au présent article.

**Respect de la prescription :** **Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 Mois


## N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières : <ul style="list-style-type: none"><li>- le capotage complet des convoyeurs et des cribles est réalisé ;</li><li>- les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux et aux points de chute des convoyeurs sont traitées par pulvérisation d'eau, le fonctionnement des installations étant asservi aux dispositifs de pulvérisation ;</li><li>- la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 4 mètres ;</li><li>- la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée et traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué lors de la visite que les installations de traitement des matériaux sont sous bâtiments, à l'exception de l'installation de traitement primaire qui n'est pas capotée. En parallèle, les zones de tir sont préalablement arrosées la veille du tir pour éviter les envols de poussières. Des points d'aspersion sont situés en sortie du broyeur, et un dépoussiéreur pneumatique au niveau du cribleur. L'exploitant s'est équipé d'une tonne à eau supplémentaire afin d'éviter la dissémination des poussières. Des mesures de retombées de poussières sont réalisées au moyen de plaquettes installées en 6 points (5 points + 1 point témoin) sur le site et ses environs, pour les périodes de mai et de septembre. Les résultats des mesures de 2023 effectuées par l'organisme ITGA n'appellent pas d'observations.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 29.1 et 29.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Niveaux acoustiques admissibles :</u> En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée : 65 dB(A) de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés, avec une émergence de 5 dB(A) 55 dB(A) de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que dimanches et jours fériés, avec une émergence de 3 dB(A). L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation. Le niveau de pression acoustique de crête généré par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires en limite du site d'exploitation. <u>Contrôles</u> Un contrôle du niveau sonore sera effectué en trois emplacements définis en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles doivent être renouvelés tous les 3 ans. Les mesures correspondantes sont transmises dans un délai d'un mois à l'inspecteur des installations classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures acoustiques réalisées par Acoustique France en mai 2023. Aucun dépassement des valeurs réglementaire n'est observé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Une erreur, ne remettant toutefois pas en cause la conformité des mesures, est observée dans le rapport : le niveau acoustique admissible indiqué (70 dB (A) en lieu et place des 65 dB(A) en période diurne) devra être corrigé lors des prochaines mesures.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 8 : Traitement et élimination des déchets


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets d'exploitation sont évacués dans ces conditions. Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> Il avait été constaté au cours des inspections précédentes de 2021 et 2022 la présence d'eaux météoriques dans les bacs contenant des déchets dangereux. Le bac contenant des batteries usagées était en outre dépourvu de couvercle. Lors de la présente visite, il est observé que l'ensemble des déchets sont désormais correctement triés et stockés.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 9 : Risques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie déterminés et répartis en accord avec les services départementaux d'incendie et de secours. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> est maintenue à proximité de l'entrée de la carrière. Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son registre de sécurité : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport de vérification des installations électriques du 26/06/2024 effectuée par l'organisme APAVE : les quatre observations formulées ont été levées par l'exploitant en date des 25/06/2024 et 09/07/2024.</li><li>- vérification des extincteurs réalisée le 11/09/2023 : l'exploitant a procédé au remplacement de 4 extincteurs défectueux.</li></ul> Le bassin de décantation, d'une capacité supérieure à 120 m <sup>3</sup> et situé à l'entrée du site, fait office de bassin incendie.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 10 : Règles d'exploitation générale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 48
<b>Thème(s) :</b> Autre - /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes et des listes de vérifications à effectuer périodiquement toutes les semaines, tous les mois, et avant chaque mise en route de l'installation. Celles-ci sont laissées à la disposition de l'Inspecteur des installations classées. Une attention particulière est portée sur l'état des systèmes de dépoussiérage, de régulation et sur les équipements électriques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué tenir à jour des tableaux relatifs aux consignes et vérifications à effectuer périodiquement. Il n'a toutefois pas été en mesure de les présenter au cours de l'inspection, à l'exception des vérifications des dispositifs de dépoussiérage. Ces derniers sont contrôlés deux fois par an par la société PROFILTRE, la dernière vérification date de juin 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier à l'Inspection de la tenue des tableaux relatifs aux consignes et vérifications à effectuer périodiquement.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li> </ul> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements</li> <li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.</li> </ul> <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de l'inspection du 17/08/2022 :</u></p> <p>Il avait été constaté que les dossiers d'exploitation des huit équipements sous pression du site étaient incomplets (déclarations de mise en service manquantes).</p> <p><u>Constats de l'inspection du 22/07/24 :</u></p> <p>La liste des ESP, récemment mise à jour, est désormais composée de 10 équipements.</p> <p>Les dossiers d'exploitation de chaque équipement ont été vérifiés et sont apparus complets.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>